

un terrain d'entente sur la méthode à suivre quant à la résolution sur le drapeau pour que le débat reste dans des limites raisonnables. C'est trop espérer, monsieur l'Orateur, car le premier ministre a indiqué que la résolution sur le drapeau a priorité sur sa liste des mesures législatives et qu'il est déterminé à aller jusqu'au bout du débat sur le drapeau, même si le gouvernement met en jeu son existence. Dans un éditorial du 26 mai dernier, le *Journal* d'Edmonton passe en revue la question du drapeau et fait les commentaires suivants:

La hâte de M. Pearson et son engagement total à l'égard du drapeau sont, de prime abord, inexplicables. Avec tant de problèmes qui tourmentent le pays...

Monsieur l'Orateur, ces problèmes sont nombreux.

...pourquoi doit-il choisir cette question et, de fait, risquer son gouvernement, sans mentionner son propre avenir politique, sur les résultats? Il semble téméraire et insensé...

Ottawa est en danger de cesser d'être la véritable capitale du Canada. Le danger, c'est que le gouvernement fédéral perde la maîtrise des affaires canadiennes. Le cas échéant, notre pays serait évidemment voué à un sort tragique; il serait morcelé en un certain nombre de fragments, dont pas un seul ne pourrait survivre par lui-même comme État souverain.

A notre avis, cette question du drapeau semble vouloir accomplir deux choses à la fois: démontrer le désir sincère du gouvernement Pearson d'en arriver à un accommodement rationnel avec le Québec, ce qui redonnerait à Ottawa le pouvoir de diriger les affaires canadiennes.

C'est, croyons-nous, périlleux—d'autant plus périlleux que M. Pearson, pour des raisons évidentes, ne peut expliquer publiquement ce qui se passe dans son esprit...

Il y a plus de Canadiens anglo-saxons que de Canadiens français au Canada. Est-il raisonnable de leur demander d'abandonner quelque chose à laquelle la vaste majorité attache un si grand prix?

Depuis quelques semaines, la question a fait réfléchir la direction de notre journal...

Naturellement, rien ne garantit que l'adoption d'un nouveau drapeau permettra au gouvernement d'atteindre le but fixé. Toutefois, si le Parlement tranchait la question demain...

Il s'agit d'un éditorial énergique, monsieur l'Orateur.

...il faudrait, comme le préconisait avec raison le *Herald*, de Calgary, il y a un jour ou deux, faire comprendre en même temps au Québec qu'il s'agit d'une concession importante et que la province ne doit pas s'attendre à ce que la chose se répète sur une aussi grande échelle.

Monsieur l'Orateur, c'est précisément la raison pour laquelle le premier ministre essaie de faire croire aux 19 millions de Canadiens que le projet de drapeau a été proposé pour répondre aux désirs de l'ensemble de la population. D'après l'éditorial, c'est uniquement pour satisfaire la province de Québec que le gouvernement a présenté la résolution à l'étude. S'il en est ainsi, pourquoi le premier ministre ne l'admet-il pas franchement à la Chambre. S'il le faisait, le reste du Canada en

[M. Skoreyko.]

viendrait peut-être à croire que la mesure pourra avoir des effets salutaires.

L'article ajoute:

Il sera permis au reste du Canada de paraphraser des paroles célèbres du regretté John F. Kennedy. Il n'y a aucun mal de notre part à dire au Canada français: «Cessons donc de parler de ce que le Canada devrait faire pour le Québec et mettons-nous à parler de ce que le Québec est disposé à faire pour le Canada».

Puis, monsieur l'Orateur, quand je m'arrête à certains des arguments invoqués à l'appui de la résolution, je ne peux m'empêcher d'évoquer le souvenir de Mackenzie King, qui a toujours considéré l'Angleterre comme un pays dont nous devons nous tenir éloignés.

L'hon. M. Martin: Voilà qui est certainement faux.

M. Skoreyko: C'est vrai, et j'ai ici un document dont je me propose de vous donner lecture et qui ne manquera pas de satisfaire la curiosité de l'honorable ministre.

L'hon. M. Martin: Il ne s'agit pas de ma curiosité, mais de mes connaissances.

M. Skoreyko: Ses connaissances seront alors mises au point. Voici donc un passage d'un éditorial intitulé: «La République du Canada»:

Au cours d'une grande partie de sa carrière politique, Mackenzie King a craint et combattu ce qu'on pourrait appeler la philosophie du Commonwealth impérial.

L'hon. M. Martin: C'est différent; le chef de l'opposition en a fait autant.

Le très hon. M. Diefenbaker: Nous aimerions entendre le ministre prononcer un discours sur ce sujet.

L'hon. M. Martin: Je m'en ferais un plaisir.

M. Skoreyko: Je continue la citation:

Il se méfiait beaucoup des centralisateurs de Londres et s'opposait énergiquement à une attitude impérialiste en politique, en économie, en matière de commerce ou de défense. Il tenait absolument à ce que le Canada soit un État souverain, maître absolu de sa destinée, tant au pays qu'à l'étranger. C'est à Mackenzie King qu'il faut attribuer en grande part les événements qui ont abouti au Staut de Westminster.

Mais parfois, la détermination de King que le Canada soit maître chez lui devenait une méfiance obsessionnelle...

On ne pourrait attribuer cela à quelqu'un d'autre.

...comme le révèlent nettement les incidents rappelés dans les récents mémoires de Vincent Massey. En outre, King a inculqué cette détermination et cette obsession au parti libéral, dont il a été le chef incontesté pendant tant d'années.

Jusqu'à la fin de sa vie, King n'a pas semblé se rendre compte qu'il avait remporté son grand combat en vue de soustraire le Canada à la domination de Londres. Jusqu'à la fin, il a continué de lutter et de se montrer méfiant. En partant, il a laissé